

# La qualité de l'eau : une préoccupation environnementale forte



ifen

**L'eau est l'une des premières préoccupations environnementales des Français. Un individu sur deux estime que la qualité de l'eau des rivières, des lacs et des nappes souterraines va se dégrader dans les années à venir. Face à cette perspective, le public exprime de fortes attentes vis-à-vis des collectivités locales en ce qui concerne l'amélioration de l'état des milieux aquatiques.**

Alexis Roy, Ifen

Les enquêtes d'opinion réalisées en France sur l'eau portent plus fréquemment sur l'eau du robinet (prix, qualité, connaissance du cycle)<sup>1</sup> que sur ses dimensions environnementales. C'est pourquoi une enquête a été réalisée en 2003 pour mieux comprendre les perceptions sociales des Français vis-à-vis de l'eau dans les différents milieux aquatiques : les nappes souterraines, les rivières, les lacs mais aussi les mers et les océans.

particulière à la question de l'eau qui est l'enjeu le plus important pour 31% d'entre eux, juste après la qualité de l'air (38% des répondants estiment qu'elle constitue une priorité). L'air et l'eau se détachent ainsi très nettement des autres enjeux environnementaux, ce qui corrobore les résultats obtenus dans d'autres enquêtes analogues.

Le cadre de vie semble avoir une certaine influence sur l'émergence des préoccupations environnementales. En effet, on observe que la qualité de l'eau est citée comme l'enjeu le plus important en matière d'environnement davantage en milieu rural qu'en milieu urbain. Les habitants des communes rurales de moins de 2 000 habitants sont ainsi 35% à la mentionner contre 30% des habitants

des communes de plus de 100 000 habitants et 27% des habitants de l'agglomération parisienne ; ces derniers sont en revanche 41% à penser que la qualité de l'air est une priorité.

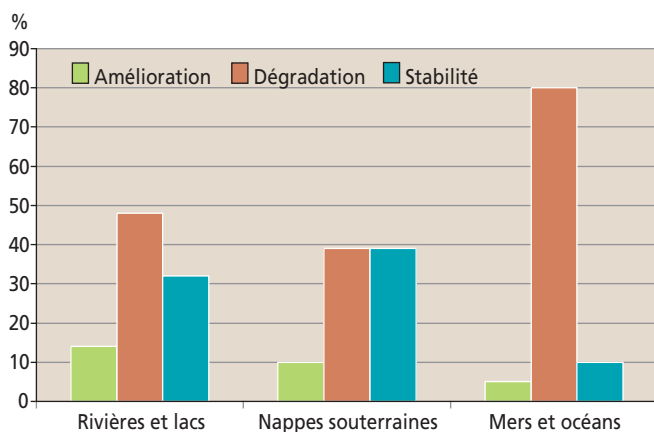
Par ailleurs, si, d'une manière générale, les résultats de cette enquête montrent que les réponses sont à peu près les mêmes quel que soit le bassin hydrographique de résidence, on relève toutefois que les habitants de deux bassins se démarquent de la tendance nationale en plaçant la qualité de l'eau devant la qualité de l'air comme enjeu environnemental principal : Loire-Bretagne et Rhin-Meuse. Cette appréciation peut être mise en relation avec les problèmes de qualité de l'eau que connaissent ces deux bassins. On citera en Loire-Bretagne l'altération de la qualité des cours d'eau par les nitrates qui concerne à divers degrés (qualité moyenne, médiocre et mauvaise) près de 60% des stations de mesure du réseau national de bassin. Dans le bassin Rhin-Meuse, c'est la qualité des eaux souterraines qui préoccupe car seulement 37% des points de surveillance y affichent une bonne ou une très bonne qualité.

<sup>1</sup> Le baromètre réalisé chaque année par la Sofres pour le Centre d'information sur l'eau apporte des éléments très complets à ce sujet.

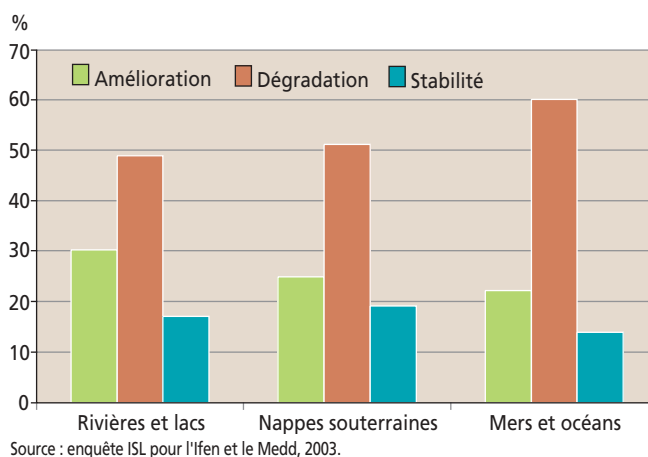
## L'eau : la deuxième préoccupation environnementale après l'air

Parmi les principaux problèmes qui se posent de nos jours dans le domaine de l'environnement, les Français accordent une attention

La perception de l'évolution de la qualité de l'eau depuis dix ans



La perception de l'évolution future de la qualité de l'eau



## La qualité de l'eau : un sentiment de dégradation

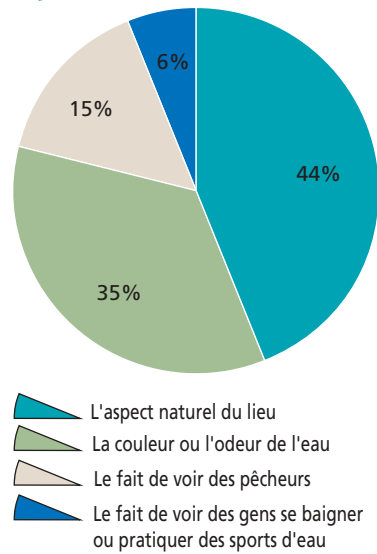
À la question relative aux évolutions passées et futures de la qualité de l'eau dans différents milieux naturels comme les rivières, les lacs, les nappes souterraines d'une part, et les mers et les océans d'autre part, les Français répondent qu'elle s'est globalement dégradée au cours des dix dernières années (voir graphique page 1). Ils sont ainsi 44% à le penser à propos des eaux continentales (rivières, lacs et nappes souterraines) contre 12% qui perçoivent une amélioration et 36% une stabilité. Le sentiment de dégradation est particulièrement aigu pour les mers et les océans, puisque 80% des personnes interrogées pensent que la qualité de l'eau dans ces milieux s'est détériorée.

On retrouve des jugements identiques quand on demande aux Français de s'exprimer sur l'évolution future de la qualité de l'eau. À cet égard, ils sont 50%, pour les eaux continentales, et 60%, pour les mers et les océans, à penser que leur qualité va se dégrader dans les années à venir. De même, les répondants sont seulement 28%, pour les eaux continentales, et 22%, pour les eaux marines, à penser que l'état de l'eau dans ces milieux va s'améliorer. On notera encore ici le pessimisme plus marqué des Français concernant les mers et les océans.

Pour comprendre comment les individus évaluent la qualité de l'eau à l'occasion d'une promenade au bord d'une rivière ou d'un lac par exemple, il leur a été proposé de choisir, parmi une liste de quatre critères de jugement, celui qu'ils estiment être le plus important. Une majorité des personnes interrogées cite "l'aspect naturel du lieu (présence d'animaux et/ou de végétaux, absence de déchets)". Viennent ensuite "la couleur ou l'odeur de l'eau", "le fait de voir des pêcheurs" et "le fait de voir des gens se baigner ou pratiquer des sports d'eau (voile, canoë)".

Les catégories moyennes (professions intermédiaires, artisans, petits commerçants) et supérieures (chefs d'entreprise, professions libérales, cadres supérieurs) citent plus souvent l'aspect naturel des lieux (55% contre 44% en moyenne). Elles témoignent à cet égard d'une perception davantage "idéalisée" de la qualité de l'eau dans les milieux naturels que les retraités (32%) ou les agriculteurs et les ouvriers (43%).

Les critères d'évaluation de la qualité de l'eau

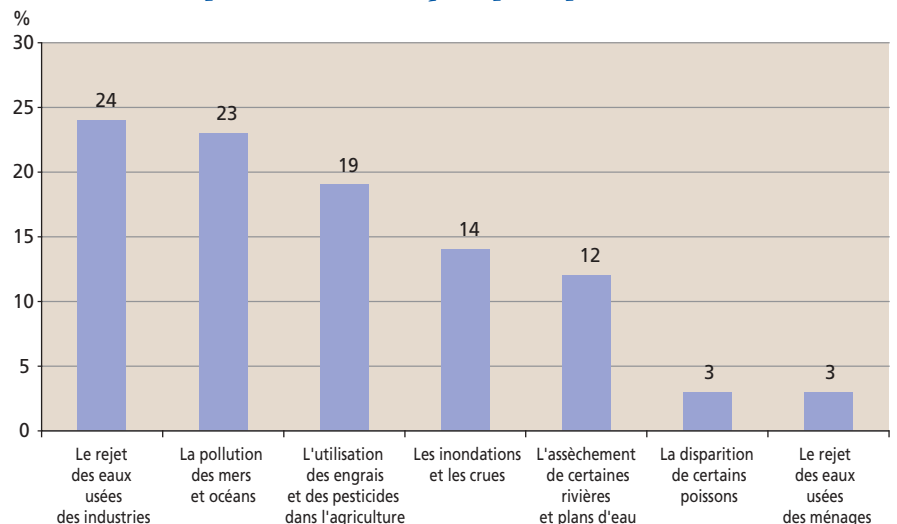


Source : enquête ISL pour l'Ifen et le Medd, 2003.

## Les activités économiques désignées en priorité

Parmi les paramètres les plus préoccupants pour les milieux aquatiques, les Français choisissent prioritairement les rejets des industries. Viennent ensuite la pollution des mers et des océans et l'utilisation des engrais et des pesticides dans l'agriculture. Ce sont donc les impacts des activités économiques qui sont désignés ici comme les premières sources de nuisances. En revanche, une préoccupation plus modérée paraît se manifester au sujet de phénomènes comme les inondations, les crues ou l'assèchement des rivières et des plans d'eau. Ce résultat peut surprendre dans le sens où l'enquête a été réalisée en septembre 2003, soit à peine un mois après la forte canicule qui a sévi en France les quinze premiers jours d'août. Peut-être faut-il voir ici l'expression

Pressions humaines, phénomènes naturels : quelles préoccupations ?



Source : enquête ISL pour l'Ifen et le Medd, 2003.

d'un certain fatalisme face à la dimension aléatoire de ces événements naturels extrêmes ?

En revanche, les Français ne semblent pas avoir pris conscience de leur responsabilité concernant la qualité des milieux aquatiques puisqu'ils ne sont que 3% à déclarer que le rejet des eaux usées des ménages est l'élément qui les préoccupe le plus. Ce résultat rejoint celui obtenu en 2002 dans le baromètre Credoc-Ifen où seulement 8% des individus estiment qu'ils peuvent personnellement contribuer à la lutte contre la pollution de l'eau des rivières et des lacs, alors qu'ils sont 50% à exprimer la même opinion à propos du tri des déchets.

Quand il s'agit de se prononcer sur les actions à mettre en œuvre pour améliorer la gestion de l'eau dans la région de résidence, le classement des réponses fournies offre un certain parallélisme avec la hiérarchie des préoccupations qui vient d'être examinée. Ainsi, 51% des personnes interrogées pensent que la lutte contre les pollutions industrielles est l'action la plus importante. Viennent ensuite la lutte contre les pollutions agricoles (21%), les actions de protection contre les inondations (13%), la collecte et le traitement des eaux usées des ménages (9%).

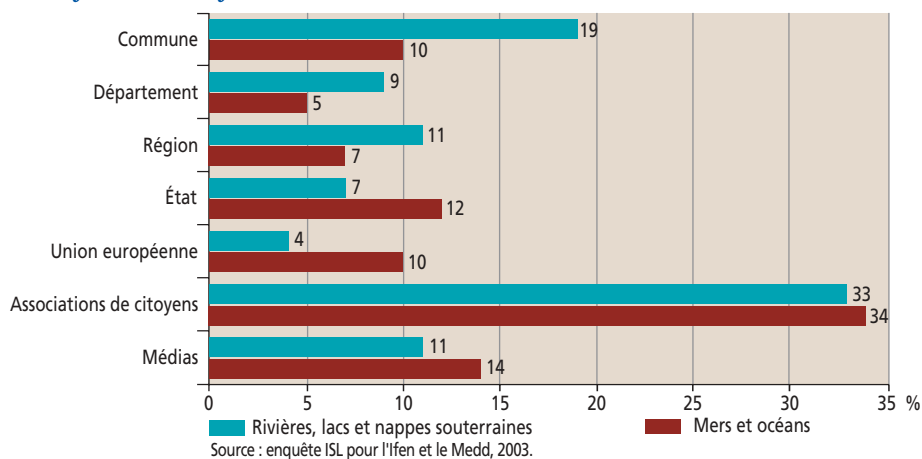
De même, en dépit des importantes pénuries d'eau provoquées dans de nombreuses régions par la canicule de l'été 2003, seuls 4% des individus pensent que la limitation des consommations d'eau est l'action la plus importante pour en améliorer la gestion dans la région où ils habitent. Ces résultats montrent que, pour les Français, la gestion des problèmes touchant à la qualité et à la quantité de l'eau dans les milieux naturels relève avant tout des responsabilités collectives (industries, agriculture, État et collectivités locales) plutôt que de leur capacité individuelle d'action.

## La gestion de l'eau : une préférence pour la proximité

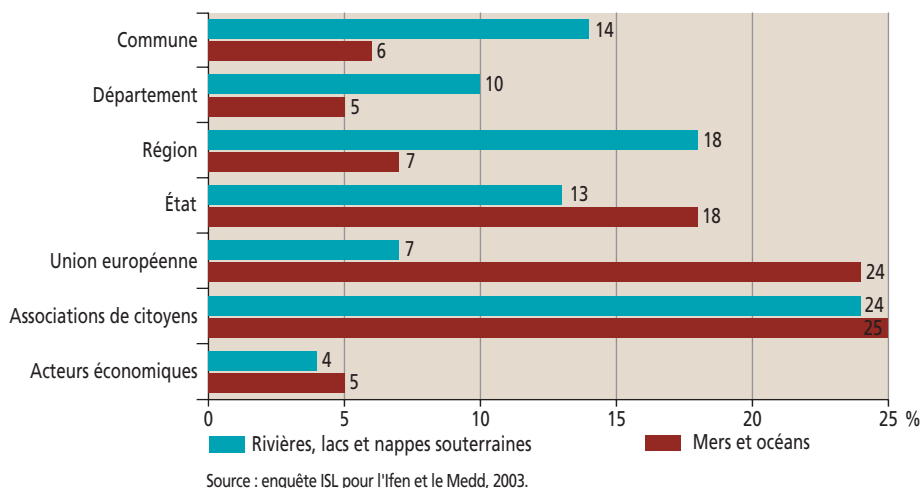
La confiance qu'accorde le public aux acteurs chargés d'agir pour traiter les problèmes d'environnement est une question fréquemment abordée dans les enquêtes d'opinion. Concernant la gestion des eaux continentales, les personnes interrogées font davantage confiance aux instances locales (commune, département et région) qu'à l'État et l'Union européenne. Cette répartition s'inverse dès lors qu'il s'agit de résoudre les problèmes affectant les mers et les océans. Le lien qu'établissent les individus entre leurs pratiques domestiques quotidiennes (consommation, rejets) et l'état des eaux des rivières, des lacs et des nappes souterraines les conduirait ainsi à confier la gestion des eaux continentales aux instances locales. À l'inverse, la dimension transnationale des risques de pollution des mers et des océans (transport maritime) impliquerait selon eux une prise en charge des problèmes au niveau de l'État et de l'Europe. On notera le rôle majeur qu'accordent les Français aux associations de citoyens quels que soient les milieux aquatiques. Ces dernières obtiennent en effet un score supérieur à tous les autres acteurs.

Ainsi, si une quasi-totalité des personnes interrogées (92%) estime qu'il est important d'associer les usagers et les citoyens à la gestion de l'eau, elles sont 39% à penser que cette participation doit se faire au niveau communal contre 19% au niveau national (17% au niveau régional, 14% au niveau du département) et seulement 7% au niveau des bassins hydrographiques (zones traversées par les fleuves et leurs affluents). Ce résultat montre que, pour les Français, la proximité est l'échelle privilégiée pour mettre en œuvre la gestion de l'eau tout en constituant également le niveau le plus adapté pour y associer le public.

### La confiance dans l'information selon les acteurs



### La confiance envers les acteurs



## Une information jugée insuffisante

Les Français jugent assez sévèrement l'information sur la qualité de l'eau dans les milieux naturels. Ainsi, près des trois quarts d'entre eux estiment qu'elle n'est pas suffisante à propos des rivières, des lacs et des nappes souterraines. Ils sont 76% à penser la même chose au sujet de l'information sur l'état des eaux marines (mers et océans). Par ailleurs, un peu moins de la moitié des personnes interrogées pense que l'information est crédible et une personne sur deux estime qu'elle est compréhensible.

Pour s'informer de la qualité des eaux des rivières, des lacs et des nappes souterraines, les Français font davantage confiance aux instances locales (39% en cumulant la commune, le département et la région) qu'à l'État (7%) et l'Union européenne (4%). Cette situation s'inverse quand il s'agit de l'information sur les mers et les océans. Cela dit, quel que soit le milieu aquatique, c'est aux associations que les individus font le plus confiance pour s'informer.

D'une manière générale, les opinions sur l'eau dans les milieux naturels sont relativement similaires au sein de la population française et ce, quelles que soient les variables socio-démographiques (âge, profession, sexe, lieu d'habitation, bassin hydrographique).

Ce constat fait, deux tendances se dégagent. La première concerne la demande de proximité exprimée par les Français, qui se traduit par une forte attente auprès des collectivités locales pour la gestion et l'information sur les eaux continentales. C'est aussi surtout au niveau communal qu'ils veulent être associés aux décisions en tant que citoyens et usagers. Le second élément qui peut être relevé est fortement lié au premier. Les Français n'ont pas conscience de leur responsabilité individuelle concernant la qualité de l'eau. Dès lors, la participation du public à la gestion de l'eau prévue par la réglementation (directive-cadre sur l'eau 2000/60/CE) pourrait constituer le levier d'une prise de conscience citoyenne.

### ET L'EAU DU ROBINET ?

Si 3 Français sur 4 estiment que l'eau du robinet est de bonne qualité (cumul des réponses "très bonne qualité" et "assez bonne qualité"), ils sont également près des trois quarts à la trouver chère (cumul "très chère" et "assez chère"). Cette préoccupation vis-à-vis du prix de l'eau est sans doute à relier au souhait exprimé par près de la moitié des personnes interrogées (48%) concernant l'instauration d'un prix identique pour tous au niveau national alors que 23% d'entre elles souhaitent une harmonisation au niveau du département et 16% au niveau intercommunal.

## Water is a major environmental concern for French people

In September 2003, a survey was conducted by the French institute ISL on behalf of IFEN and the French Environment Ministry in order to ascertain French people's perceptions regarding water and the different types of water environment : groundwater, rivers, lakes, seas and oceans. The results of the survey show that water is the second most important environmental

concern after air. 31% of respondents consider water quality to be the issue of greatest concern. Similarly, French people believe that there has been an overall deterioration in water quality in the natural environment over the last 10 years. One in two respondents think that water quality of rivers, lakes and groundwater will deteriorate in the

years to come.

Information made available on water quality is deemed inadequate by respondents and economic activities are considered to be the prime source of pollution.

The survey also shows that the public has strong expectations from local authorities to improve the quality of the water environment ■

## Méthodologie

Cette enquête a été réalisée par l'Institut de Sondages Lavalie (ISL) pour le compte de l'Ifen et du ministère de l'Écologie et du Développement durable par téléphone entre le 3 et le 29 septembre 2003 auprès d'un échantillon national de 3 030 individus de 18 ans et plus. L'échantillon a été obtenu à partir de six sous-échantillons de 500 personnes minimum et représentatifs de la population de chacun des six bassins hydrographiques français. Chacun de ces six échantillons a été élaboré à partir des données du recensement de la population. La structure de la population de chaque bassin a ainsi pu être caractérisée à partir de la liste des communes de la manière suivante :

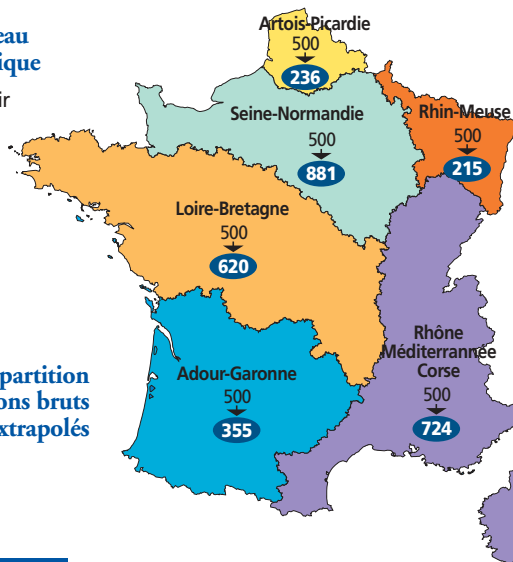
- le pourcentage de chaque type d'unités urbaines (communes rurales, unités urbaines de moins de 20 000 habitants, unités urbaines de 20 000 à 99 999 habitants, unités urbaines de 100 000 à 1 999 999 habitants, unités urbaines de Paris) ;
- le pourcentage d'hommes et de femmes dans chaque bassin ;
- le pourcentage d'individus de moins de 35 ans, de 35 à 59 ans et de 60 ans et plus ;
- le pourcentage d'actifs et d'inactifs ;
- le pourcentage de maisons individuelles, de logements dans un immeuble collectif ou d'un autre type de logement.

Ces données ont permis par la suite de calculer les quotas (sexe, âge, habitat) pour chaque bassin. Les résultats ont été redressés selon la structure des bassins puis extrapolés selon le poids démographique réel de chaque bassin en France.

## Des résultats représentatifs au niveau national et par bassin hydrographique

Cette méthode a ainsi permis d'obtenir à partir de six sous-échantillons représentatifs de la population de chaque bassin, un échantillon national de 3 030 personnes représentatif de la population française âgée de 18 ans et plus.

Répartition des six échantillons bruts et extrapolés



## Bibliographie

- Agence de l'Eau Rhin-Meuse, 2001. *Bilan de l'évolution de la qualité des milieux aquatiques du bassin Rhin-Meuse*. Agence de l'Eau Rhin-Meuse, 14 p.
- Diren Centre - agence de l'Eau Loire-Bretagne, 2003. *Tableau de bord du SDAGE du bassin Loire-Bretagne*. Orléans, Diren, agence de l'Eau Loire-Bretagne, 127 p.
- Ifen, 2003. *Les Français et l'environnement : opinions et attitudes au début 2002*. Orléans, Ifen, 96 p. (coll. *Études et travaux*, 39).
- Ifen, 2002. "Les attentes des Français en matière d'environnement", *Les données de l'environnement*, n°74, 4 p.

## L'OBSERVATOIRE DES PRATIQUES ET DES REPRÉSENTATIONS SOCIALES SUR L'ENVIRONNEMENT (OPRESE)

L'Oprese est un observatoire animé par l'Ifen qui a pour mission d'élaborer des outils de connaissance et de suivi des opinions et des pratiques, de réaliser des enquêtes et des études, d'en publier les résultats, ainsi que d'organiser des séminaires sur ces thèmes. L'Oprese entretient des relations régulières avec plusieurs institutions engagées dans la recherche et les études sur la sensibilité environnementale de la société (ministère chargé de l'Environnement, CNRS, Inra, Ademe, Credoc, Cesem Opinion, EDF, IRSN...).

Contact : Alexis Roy Tél : 02.38.79.78.78  
Mél : oprese@ifen.fr

## VIENT DE PARAÎTRE

Ifen 2003. *L'environnement en Languedoc-Roussillon*. Orléans, Ifen, 168 p., 20 € (coll. *Les cahiers régionaux de l'environnement*).

Ifen, 2003. *45 indicateurs de développement durable : une contribution de l'Ifen*. Orléans, Ifen, 144 p., 15 € (coll. *Études et travaux*, 41).

Ifen, 2003. *La gestion de l'eau potable en France métropolitaine en 1998*. Orléans, Ifen, 20 p. + CD-Rom avec résultats détaillés, 15 € (coll. *Études et travaux*, 40).

Ifen, 2003. *Les Français et l'environnement : opinions et attitudes au début 2002*. Orléans, Ifen, 96 p., 15 € (coll. *Études et travaux*, 39).

L'*ifen* élabore et diffuse des informations scientifiques et statistiques sur l'environnement. Il s'appuie sur un important réseau de partenaires : services statistiques de l'Etat, établissements publics scientifiques et organismes spécialistes de l'environnement.

## les données de l'environnement

La lettre thématique mensuelle de l'Institut français de l'environnement  
Abonnement : 8 numéros, 16 €

61, boulevard Alexandre Martin  
45058 Orléans Cedex 1

Tél : 02 38 79 78 78 Fax : 02 38 79 78 70  
E-mail : ifen@ifen.fr  
Web : <http://www.ifen.fr>

Directeur de la publication  
Bruno Trégouët

Rédaction en chef  
Marie-Paule Maillet, Sophie Margontier  
(service des éditions)

Auteur  
Alexis Roy, Ifen

Equipe de rédaction  
Ariane Blum, Denise Juin, Chrystel Leroux-Scribe  
(Ifen), Jean-Pierre Rideau (Medd, direction de l'Eau).

Maquette-Réalisation  
BL Communication

Dépôt légal  
ISSN 1250-8616 N° CPPAP 8-3086